

MONTANT DE LA DOTATION JEUNES AGRICULTEURS SOLLICITE (SUITE)

B. Montant des modulations de la DJA

(Les critères de modulation sollicités doivent être en cohérence avec les éléments figurant dans le plan d'entreprise)

1. Installation Hors-cadre familial

Oui ☐ Non ☐

Montant régional
9 900 €

Montant de modulation
sollicité
|_|_|_|_|_| €

Observations particulières : _____

2. Projet Agro-écologique

Oui ☐ Non ☐

Montant régional
9 000 €

Montant de modulation
sollicité
|_|_|_|_|_| €

Observations particulières : _____

3. Projet générateur de valeur ajoutée et d'emploi

Oui ☐ Non ☐

Montant régional
3 000 €

Montant de modulation
sollicité
|_|_|_|_|_| €

Observations particulières (indiquer les sous critères (2 au minimum)) : _____

4. Projet à coût de reprise / modernisation important

Oui ☐ Non ☐

Montant régional
z. plaine : 5 400 € ; z. défavorisée : 8 000€

Montant de modulation
sollicité
|_|_|_|_|_| €

Observations particulières (dont montant des investissements pris en compte) : _____

5. Critère régional de modulation 1 « Iles »

Oui ☐ Non ☐

Montant régional
18 000 €

Montant de modulation
sollicité
|_|_|_|_|_| €

Observations particulières : _____

C. Montant total des modulations de la DJA

Somme des modulations
sollicitées (non plafonnée)
|_|_|_|_|_| €

Règles de plafonnement
(plafonds : zone de plaine : 12 000€; zone défavorisée : 18 000 €)

Montant total des modulations
sollicitées
|_|_|_|_|_| €

PRÉCISIONS QUANT AUX CRITÈRES DE MODULATION

Cette partie précise la déclinaison régionale des critères de modulation de la DJA

A. Définition des critères de modulation

Le contrôle fin de PE vérifiera le respect des engagements.

1. Installation Hors-cadre familial

L'installation hors cadre familial s'entend comme l'installation sur une exploitation agricole indépendante de l'exploitation d'un parent (ou d'un parent du conjoint lié par un pacs ou un mariage) jusqu'au 3ème degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil).

Par exemple l'oncle, le grand-oncle, grand et arrière-grand-père... Ceci signifie que l'exploitation du jeune ne lui a pas été transmise par des parents concernés, membres de sa famille ou membres de la famille du conjoint lié au jeune.

2. Projet Agro-Ecologique

Les installations répondant aux démarches suivantes pourront bénéficier d'une modulation projet agroécologique :

- S'installer sur une exploitation à convertir à l'agriculture biologique ou reprendre une exploitation déjà certifiée en agriculture biologique (tout ou partie). Si l'exploitation n'est pas déjà convertie ou en démarche de conversion à sa date d'installation, le candidat disposera de la 1ère année de son plan d'entreprise pour certifier son exploitation (phase de conversion) le cas échéant (1 an à compter de la date d'installation inscrite au certificat de conformité). Il devra maintenir sa certification à l'AB jusqu'à la fin de son plan d'entreprise.
- Engager son exploitation dans une Mesure Agro Environnementale et Climatique (MAEC) système ou reprendre une exploitation engagée dans une MAEC système. Dans le cas où l'exploitation sur laquelle le candidat s'installe n'est pas engagée en MAEC système à la date d'installation inscrite au certificat de conformité, l'exploitation devra être engagée en MAEC système au plus tard au début de la campagne PAC débutant l'année civile suivant l'année d'installation du candidat (en général, le 15 mai de l'année n+1). Elle devra demeurer engagée jusqu'à la fin du plan d'entreprise du candidat ou jusqu'à la fin du contrat MAEC (si celui-ci à une durée inférieure à 4 ans). Dans le cas où l'exploitation sur laquelle le candidat s'installe est déjà engagée en MAEC système à la date d'installation inscrite au certificat de conformité, l'exploitation devra être engagée en MAEC jusqu'au terme du contrat MAEC initial.
- Appartenir à un Groupement d'Intérêt Économique et Environnemental (GIEE, tel que défini dans les articles L315-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime). L'exploitation devra adhérer au GIEE au plus tard dans l'année suivant la date d'installation inscrite dans le certificat de conformité. Le jeune agriculteur devra se maintenir dans le GIEE jusqu'au terme du projet du groupe (d'une durée de 2 à 4 ans) tel qu'il figure dans l'arrêté préfectoral de labellisation du GIEE ou jusqu'à la fin du plan d'entreprise (4 ans à compter de la date d'installation inscrite dans le certificat de conformité) si celui-ci s'achève avant le terme du projet du GIEE.
- Appartenir à un groupe d'exploitants retenu par la Région Bretagne dans le cadre de l'appel à projet pour une agriculture écologiquement performante (AEP). L'exploitation devra adhérer au groupe au plus tard dans l'année suivant la date d'installation inscrite dans le certificat de conformité. Le jeune agriculteur devra se maintenir dans le groupe AEP jusqu'au terme du projet du groupe.

3. Projet générateur de valeur ajoutée et d'emploi

Ce sont les projets visant une meilleure valorisation des produits ou ayant un impact positif sur l'emploi. En Bretagne, la modulation peut être activée dès que deux des sous critères suivants sont remplis :

- Adhérer à une CUMA,
- Adhérer à une association de remplacement ou adhérer à un groupement d'employeurs,
- Adhérer à un groupe de développement. Un groupe de développement est un groupe d'agriculteurs qui échangent des savoir-faire et des techniques, de manière autonome vis-à-vis des structures commerciales aval et des syndicats professionnels. Les dimensions de suivi, de rencontres et de formation sont essentielles et doivent porter sur une vision globale de l'exploitation. Joindre à la présente demande l'attestation signée par le responsable d'une des fédérations ou représentations reconnues par la Région après avis du Comité Régional Installation Transmission (CRIT) comme organisatrice de groupes de développement. Une attestation de réalisation sera demandée pour le paiement du solde de la DJA (réalisation d'au moins 8 journées d'échange).
- Commercialiser sa production en circuits courts, en démarche individuelle ou collective. Un circuit court est un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte, à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire. Ce critère sera étudié sur la base du plan d'entreprise : le candidat devra réaliser au moins 30% de son chiffre d'affaire en fin de plan.
- S'engager dans une démarche Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine (AOP, AOC, IGP, STG, Label Rouge et AB). Il devra maintenir son adhésion jusqu'à la fin de son PE.

Pour bénéficier de la modulation, le bénéficiaire devra avoir mis en œuvre, avant la fin de son PE, au minimum 2 sous-critères parmi ceux qu'il aura choisis au paragraphe B.3 (page 2 de la présente annexe).

4. Projet à coût de reprise / modernisation important

Les projets à coût de reprise / modernisation important sont ceux qui nécessitent un effort d'investissement important. Cet effort s'apprécie au regard des investissements de reprise, de renouvellement et de développement à réaliser par le jeune agriculteur, inscrits à son plan d'entreprise et vérifiés à l'issue de celui-ci : investissements physiques et immatériels classiques, achat de foncier dans la limite de 50 000 €, achat de parts sociales.

La modulation en zone de plaine est de 5400€ en zone de plaine et 8000€ en zone défavorisée dès que le coût de reprise et l'effort de modernisation est supérieur à 100 000€.

5. Critère régional de modulation 1 « Ile »

L'installation sera considérée sur les îles dès lors que le siège d'exploitation et que 80% de la SAU mise en valeur par l'exploitation sont situés sur une île. Cette condition devra être vérifiée à partir de la date d'installation inscrite au certificat de conformité et jusqu'à la fin du PE (4 ans à compter de la date d'installation inscrite dans le certificat de conformité).

Les territoires situés sur des îles sont les suivants (liste exhaustive) : île de Bréhat, île de Batz, île d'Ouessant, île de Molène, île de Sein, archipel des Glénan (Commune de Fouesnant), île de Groix, île d'Arz, île aux Moines, Belle-Île-en-Mer (Commune du Palais, de Sauzon, de Locmaria et de Bangor), île de Houat, île de Hoëdic, île de Quéménès.

B. Règles de plafonnement

La DJA est plafonnée à 24 000 € et à 30 000 € pour les installations sur les îles.

PIÈCES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à [guichet unique]	Sans objet
Copie du pacte civil de solidarité	Pour installation hors cadre familial le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDT ou DDTM,
Cette liste de pièces à fournir complète, le cas échéant, la liste des pièces à fournir dans le cadre du formulaire de demande de la DJA

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDT ou DDTM.